

Energies renouvelables

La superstructure dans un mois

• Premier livrable attendu pour début juin sur la nouvelle version de l'agence

• 10.000 MW de capacités à installer pour 30 milliards de dollars d'ici 2030

• Noor Ouarzazate: Les bailleurs séduits par les prouesses technico-financières de Masen

«**D**ÉBUT juin». C'est la nouvelle petite visibilité offerte par Mustapha Bakkoury, président de directoire de Masen, sur le bouclage du chantier qui devrait transformer l'agence. La future super-structure qui en découlera prendra en charge la feuille de route du Royaume sur



Noor 2 et 3 seront près de 15% moins chers que Noor1. L'enjeu actuel, dans la filière mondiale du solaire thermique (CSP), est de continuer à réduire les coûts tout en augmentant les performances énergétiques (Ph. L'Economiste)

les énergies renouvelables. «Nous avons très bien avancé», se contente d'ajouter le patron de l'agence solaire, qui accueillait jeudi 5 mai à Casablanca, d'importants partenaires financiers, en l'occurrence la

Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds d'investissements climatiques (Fic). L'objectif de cette rencontre était de partager les expériences tirées des développements des centrales CSP sur le complexe solaire de Noor Ouarzazate (voir entretien en page 15).

Le statut de la nouvelle structure

Annoncées en fin décembre dernier, les nouvelles prérogatives stratégiques de l'agence porteront, outre le solaire, sur les secteurs de l'éolien et de l'hydraulique. Cela devrait s'accompagner d'une synergie renforcée, sur le volet opérationnel, avec l'Office national de l'eau et de l'électricité (ONEE) en sa qualité de gestionnaire et d'exploitant exclusif du réseau électrique national. Ces derniers mois, Masen, ONEE et les autres acteurs institutionnels du secteur (Aderee, SIE, etc.) ont multiplié les réunions autour du statut de la nouvelle structure. Les changements attendus seront d'abord législatifs. La loi 57-09, portant sur la création de Masen et définissant les missions de celle-ci, devrait en effet connaître quelques légères

retouches. L'enjeu sera d'en élargir la portée et d'y inclure les nouvelles filières qui passent désormais dans le portefeuille de l'agence.

Le chantier sera aussi d'ordre financier. Sur ce volet, justement, plusieurs observateurs anticipent du mouvement dans le tour de table de l'organisme. L'ONEE, en l'occurrence, devrait monter dans le capital de Masen pour arriver à une configuration 50/50 avec l'Etat. Le statut juridique actuel de l'agence la définit comme une Société anonyme (SA) à capitaux publics, détenue à parts égales par l'Etat marocain, le Fonds Hassan II pour le développement économique et social, la Société d'investissements énergétiques (SIE), ainsi que l'ONEE. L'Office offre déjà une garantie d'achat pour les projets solaires réalisés et ceux en développement, étant pour le moment le client exclusif de l'électricité produite dans le cadre du programme Noor. Cette donne a d'ailleurs eu des influences sur l'attractivité des projets auprès des investisseurs privés, en dépit de l'importance du niveau de risque pris dans une filière, somme toute, encore bien nouvelle au Maroc.

Enfin, l'autre évolution logique attendue s'opérera dans les ressources humaines. «Nous intégrons déjà plusieurs cadres et expertises en vue de cette transition», confie une source auprès de l'agence. Celle-ci vient d'ailleurs de prendre ses quartiers dans de nouveaux locaux flamboyants neufs sur la Rocade de Rabat. Nouvel environnement pour de nouvelles ambitions: l'objectif de ce big-bang institutionnel est d'insuffler davantage de cohérence dans la politique du Royaume sur les énergies renouvelables. De 2016 à 2030, ce sont quelque 10.000 MW de capacités en EnR qui devraient être installées. Cela nécessitera, à cette échéance, 30 milliards de dollars d'investissement. Du pain sur la planche... □

Safall FALL



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Energies renouvelables

«435 millions de dollars mobilisés à Ouarzazate»

►►►
 • **Après le solaire, rien n'exclut l'appui à l'éolien et l'hydroélectrique**

- **L'Economiste: Qu'est-ce qui fait du programme Noor un bon «client» pour la Banque mondiale?**

- **MoËz Cherif:** Nous appuyons toutes les filières des énergies renouvelables, dans leur globalité. La Banque est d'abord consciente de l'urgence climatique et de la nécessité d'entamer une véritable transition énergétique, notamment dans les pays en développement comme le Maroc. Il est vrai que le Royaume est un pays pionnier dans ce domaine, notamment dans la région Mena. Nous appuyons sa politique énergétique aussi bien en termes de financement que d'assistance technique. 435 millions de dol-

lars ont, par exemple, été mobilisés par le Fonds d'investissement climatique (FIC) par le canal de la Banque mondiale et de la BAD pour accompagner le développement des 3 premières centrales solaires. On est pour le moment sur le solaire, mais rien n'exclut d'appuyer d'autres projets énergétiques importants comme dans l'éolien ou l'hydroélectrique.



MoËz Cherif, économiste senior à la Banque mondiale Energie et Industries attractives (Région Maghreb) (Ph. Jarfi)

- **Le choix technologique est important pour la rentabilité. Auriez-vous pris le même niveau de risque sur Noor Ouarzazate si c'était entièrement en photovoltaïque?**

- Chacune des technologies, solaire, thermique (CSP) ou photovoltaïque (PV), a ses forces et ses faiblesses.

Le PV est aujourd'hui à des coûts de production relativement bas et très compétitifs. Mais c'est une technolo-

gie qui est un peu plus difficile à distribuer, puisqu'elle intègre une forte intermittence en fonction des moments de la journée. Je pense donc que la bonne approche est de jouer sur la mixité CSP/PV. Et c'est justement l'idée que Masen est en train de développer. C'est quelque chose qui est déjà en train d'être testé au Chili et pourrait donner de bons résultats au Maroc.

- **Dans la région, chaque pays semble y aller en solo sur les EnR. Ne gagneraient-ils pas mieux à intégrer le marché?**
 - C'est sûr que la réussite de ce chantier aura d'importantes retombées. On en parle depuis longtemps déjà et la réalité c'est qu'il n'y a pas réellement d'intégration, exception faite de quelques interconnexions électriques

et gazières. Il n'y a pas encore de réels échanges. Nous avons mené plusieurs études dans ce sens et je pense qu'il est temps d'entamer de vraies et concrètes actions pour aboutir à cette intégration. □

Propos recueillis par Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com